

ARTICLE 3.- Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 4.- Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de SAINT-SIXTE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de SAINT-SIXTE fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

Saint-Étienne, le **20 MARS 2023**
Pour le Préfet et par délégation

Pour le Préfet
et par subdélégation
Le Directeur Départemental adjoint
de la Protection des Populations


Pierre CABRIDENC

copie adressée à :

- CARRIERES VIAL
14 avenue des Rossignols
42890 SAIL SOUS COUZAN
- SousPréfecture de Montbrison
- Mairie de SAINT SIXTE
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UJD 42/43
- Archives
- Chrono



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques**

**Arrêté n° 96-DDPP-23 portant prolongation de l'autorisation d'exploiter une carrière
au titre de la réglementation des installations classées
pour la protection de l'Environnement**

Le préfet de la Loire

Vu les Titres 1er et 4 des parties législatives et réglementaires du livre 1er du Code de l'Environnement et notamment les articles L181-14, L181-15 et R.181-46 ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des montants des garanties financières de remise en état des carrières ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-05 portant délégation permanente de signature à monsieur Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Étienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-060 du 7 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 38/DDPP/23 du 8 février 2023 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2003 autorisant la société SE CARRIERES VIAL à exploiter une carrière de roche dure sur le territoire de la commune de SAINT-SIXTE, lieu-dit « Goutte de l'Heur » pour une superficie de 10 ha 60 a 04 ca et pour une durée de 15 ans ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2009 modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2003 ;
Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 6 juillet 2018 et 3 juillet 2020 et du 7 décembre 2021 et du 17 juin 2022 portant prolongation de l'autorisation d'exploiter ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des montants des garanties financières de remise en état des carrières ;
Vu la demande du 13 mars 2023, présentée par la société SE CARRIERES VIAL sollicitant l'autorisation de prolonger la durée de l'autorisation susvisée ;
Vu le rapport et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes en date du 13 mars 2023 ;
Vu l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

Considérant que le dossier de demande de renouvellement est désormais finalisé ;

SUR PROPOSITION du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}.- La société SE CARRIERES VIAL, dont le siège social est situé 14 avenue des Rossignols – 42890 SAIL-SOUS-COUZAN, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de roche dure sur le territoire de la commune de SAINT-SIXTE, lieu-dit « Goutte de l'Heur », jusqu'au 30/06/2023.

ARTICLE 2.- Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2003 modifié sont maintenues à l'exception de celle du deuxième alinéa de l'article 2 concernée par l'article 1er ci-avant.